

**CONVENTION SUR LES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE FORME
DES DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES**

(Conclue le 5 octobre 1961)

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des règles communes de solution des conflits de lois en matière de
forme des dispositions testamentaires,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions
suivantes:

Article premier

Une disposition testamentaire est valable quant à la forme si celle-ci répond à la loi interne:

- a)* du lieu où le testateur a disposé, ou
- b)* d'une nationalité possédée par le testateur, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou
- c)* d'un lieu dans lequel le testateur avait son domicile, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou
- d)* du lieu dans lequel le testateur avait sa résidence habituelle, soit au moment où il a disposé, soit au moment de son décès, ou
- e)* pour les immeubles, du lieu de leur situation.

Aux fins de la présente Convention, si la loi nationale consiste en un système non unifié, la loi applicable est déterminée par les règles en vigueur dans ce système et, à défaut de telles règles, par le lien le plus effectif qu'avait le testateur avec l'une des législations composant ce système.

La question de savoir si le testateur avait un domicile dans un lieu déterminé est régie par la loi de ce même lieu.

Article 2

L'article premier s'applique aux dispositions testamentaires révoquant une disposition testamentaire antérieure.

La révocation est également valable quant à la forme si elle répond à l'une des lois aux termes de laquelle, conformément à l'article premier, la disposition testamentaire révoquée était valable.

Article 3

La présente Convention ne porte pas atteinte aux règles actuelles ou futures des Etats contractants reconnaissant des dispositions testamentaires faites en la forme d'une loi non prévue aux articles précédents.

Article 4

La présente Convention s'applique également aux formes des dispositions testamentaires faites dans un même acte par deux ou plusieurs personnes.

Article 5

Aux fins de la présente Convention, les prescriptions limitant les formes de dispositions testamentaires admises et se rattachant à l'âge, à la nationalité ou à d'autres qualités personnelles du testateur, sont considérées comme appartenant au domaine de la forme. Il en est de même des qualités que doivent posséder les témoins

requis pour la validité d'une disposition testamentaire.

Article 6

L'application des règles de conflits établies par la présente Convention est indépendante de toute condition de réciprocité. La Convention s'applique même si la nationalité des intéressés ou la loi applicable en vertu des articles précédents ne sont pas celles d'un Etat contractant.

Article 7

L'application d'une des lois déclarées compétentes par la présente Convention ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 8

La présente Convention s'applique à tous les cas où le testateur est décédé après son entrée en vigueur.

Article 9

Chaque Etat contractant peut se réserver, par dérogation à l'article premier, alinéa 3, le droit de déterminer selon la loi du for le lieu dans lequel le testateur avait son domicile.

Article 10

Chaque Etat contractant peut se réserver de ne pas reconnaître les dispositions testamentaires faites, en dehors de circonstances extraordinaires, en la forme orale par un de ses ressortissants n'ayant aucune autre nationalité.

Article 11

Chaque Etat contractant peut se réserver de ne pas reconnaître, en vertu de prescriptions de sa loi les visant, certaines formes de dispositions testamentaires faites à l'étranger, si les conditions suivantes sont réunies:

- a) la disposition testamentaire n'est valable en la forme que selon une loi compétente uniquement en raison du lieu où le testateur a disposé,
- b) le testateur avait la nationalité de l'Etat qui aura fait la réserve,
- c) le testateur était domicilié dans ledit Etat ou y avait sa résidence habituelle, et
- d) le testateur est décédé dans un Etat autre que celui où il avait disposé.

Cette réserve n'a d'effets que pour les seuls biens qui se trouvent dans l'Etat qui l'aura faite.

Article 12

Chaque Etat contractant peut se réserver d'exclure l'application de la présente Convention aux clauses testamentaires qui, selon son droit, n'ont pas un caractère successoral.

Article 13

Chaque Etat contractant peut se réserver, par dérogation à l'article 8, de n'appliquer la présente Convention qu'aux dispositions testamentaires postérieures à son entrée en vigueur.

Article 14

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 15

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 14, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 16

Tout Etat non représenté à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 15, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le soixantième jour après le dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 17

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 18

Tout Etat pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

Chaque Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 17, faire une ou plusieurs de ces réserves avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Chaque Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Article 19

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 15, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 20

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 14, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 16:

- a)* les signatures et ratifications visées à l'article 14;
- b)* la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 15, alinéa premier;
- c)* les adhésions visées à l'article 16 et la date à laquelle elles auront effet;
- d)* les extensions visées à l'article 17 et la date à laquelle elles auront effet;
- e)* les réserves et retraits de réserves visés à l'article 18;
- f)* les dénonciations visées à l'article 19, alinéa 3.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera

remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

**CONVENTION ON THE CONFLICTS OF LAWS RELATING TO THE
FORM OF TESTAMENTARY DISPOSITIONS**

(Concluded October 5, 1961)

The States signatory to the present Convention,

Desiring to establish common provisions on the conflicts of laws relating to the form of testamentary dispositions,

Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions:

Article 1

A testamentary disposition shall be valid as regards form if its form complies with the internal law:

- a)* of the place where the testator made it, or
- b)* of a nationality possessed by the testator, either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or
- c)* of a place in which the testator had his domicile either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or
- d)* of the place in which the testator had his habitual residence either at the time when he made the disposition, or at the time of his death, or
- e)* so far as immovables are concerned, of the place where they are situated.

For the purposes of the present Convention, if a national law consists of a non-unified system, the law to be applied shall be determined by the rules in force in that system and, failing any such rules, by the most real connexion which the testator had with any one of the various laws within that system.

The determination of whether or not the testator had his domicile in a particular place shall be governed by the law of that place.

Article 2

Article 1 shall apply to testamentary dispositions revoking an earlier testamentary disposition.

The revocation shall also be valid as regards form if it complies with any one of the laws according to the terms of which, under Article 1, the testamentary disposition that has been revoked was valid.

Article 3

The present Convention shall not affect any existing or future rules of law in Contracting States which recognize testamentary dispositions made in compliance with the formal requirements of a law other than a law referred to in the preceding Articles.

Article 4

The present Convention shall also apply to the form of testamentary dispositions made by two or more persons in one document.

Article 5

For the purposes of the present Convention, any provision of law which limits the permitted forms of testamentary dispositions by reference to the age, nationality or other personal conditions of the testator, shall be deemed to pertain to matters of form.

The same rule shall apply to the qualifications that must be possessed by witnesses required for the validity of a testamentary disposition.

Article 6

The application of the rules of conflicts laid down in the present Convention shall be independent of any requirement of reciprocity.

The Convention shall be applied even if the nationality of the persons involved or the law to be applied by virtue of the foregoing Articles is not that of a Contracting State.

Article 7

The application of any of the laws declared applicable by the present Convention may be refused only when it is manifestly contrary to "ordre public".

Article 8

The present Convention shall be applied in all cases where the testator dies after its entry into force.

Article 9

Each Contracting State may reserve the right, in derogation of the third paragraph of Article 1, to determine in accordance with the *lex fori* the place where the testator had his domicile.

Article 10

Each Contracting State may reserve the right not to recognize testamentary dispositions made orally, save in exceptional circumstances, by one of its nationals possessing no other nationality.

Article 11

Each Contracting State may reserve the right not to recognize, by virtue of provisions of its own law relating thereto, forms of testamentary dispositions made abroad when the following conditions are fulfilled:

- a)* the testamentary disposition is valid as to form by reason only of a law solely applicable because of the place where the testator made his disposition,
- b)* the testator possessed the nationality of the State making the reservation,
- c)* the testator was domiciled in the said State or had his habitual residence there, and
- d)* the testator died in a State other than that in which he had made his disposition.

This reservation shall be effective only as to the property situated in the State making the reservation.

Article 12

Each Contracting State may reserve the right to exclude from the application of the present Convention any testamentary clauses which, under its law, do not relate to matters of succession.

Article 13

Each Contracting State may reserve the right, in derogation of Article 8, to apply the present Convention only to testamentary dispositions made after its entry into force.

Article 14

The present Convention shall be open for signature by the States represented at the Ninth Session of the Hague Conference on Private International Law.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 15

The present Convention shall enter into force on the sixtieth day after the deposit of the third instrument of ratification referred to in the second paragraph of Article 14.

The Convention shall enter into force for each signatory State which ratifies subsequently on the sixtieth day after the deposit of its instrument of ratification.

Article 16

Any State not represented at the Ninth session of the Hague Conference on Private International Law may accede to the present Convention after it has entered into force in accordance with the first paragraph of Article 15. The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for a State acceding to it on the sixtieth day after the deposit of its instrument of accession.

Article 17

Any State may, at the time of signature, ratification or accession, declare that the present Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The Convention shall enter into force for the territories mentioned in such an extension on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 18

Any State may, not later than the moment of its ratification or accession, make one or more of the reservations mentioned in Articles 9, 10, 11, 12 and 13 of the present Convention. No other reservation shall be permitted.

Each Contracting State may also, when notifying an extension of the Convention in accordance with Article 17, make one or more of the said reservations, with its effect limited to all or some of the territories mentioned in the extension.

Each Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. Such a withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such a reservation shall cease to have effect on the sixtieth day after the notification referred to in the preceding paragraph.

Article 19

The present Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 15, even for States which have ratified it or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands at least six months before the end of the five year period.

It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation will only have effect as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 20

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall give notice to the States referred to in Article 14, and to the States which have acceded in accordance with Article 16, of the following:

- a)* the signatures and ratifications referred to in Article 14;
- b)* the date on which the present Convention enters into force in accordance with the first paragraph of Article 15;

- c)* the accessions referred to in Article 16 and the date on which they take effect;
- d)* the extensions referred to in Article 17 and the date on which they take effect;
- e)* the reservations and withdrawals referred to in Article 18;
- f)* the denunciation referred to in the third paragraph of Article 19.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed the present Convention.

DONE at The Hague the 5th October 1961, in French and in English, the French text prevailing in case of divergence between the two texts, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States represented at the Ninth Session of the Hague Conference on Private International Law.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas



Certified true copy of the original

The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands